La « construction » européenne : ce miroir aux alouettes

Distribué le 6 Aout 2008

Par Jacques Nikonoff Le 24 mars 2007

En préparant cette conférence sur le 50e anniversaire de la signature des traités de Rome, j'ai relu et surtout lu de nombreux textes portant sur l'histoire de cette construction européenne. J'utilise volontairement l'expression « cette » construction européenne et non « la » construction européenne, pour bien marquer qu'on ne peut donner l'impression qu'il n'y aurait qu'une seule voie pour rapprocher les peuples européens, celle suivie jusqu'à présent, en supposant que le rapprochement des peuples fut un objectif de cette construction. Au risque de choquer, je dois dire que mon hésitation a été levée. J'hésitais, en effet, à affirmer qu'il fallait sortir de cette Union européenne-là, sortir de l'euro, mener une politique de la chaise vide tant qu'une autre logique de coopération entre les nations et peuples de l'Europe – et au-delà – ne serait pas mise en place. De mon point de vue, une nouvelle bataille idéologique et politique doit s'engager, sur des bases radicalement différentes de ce qui a été fait jusqu'à présent à gauche, visant à ralentir puis à stopper la machine infernale de Bruxelles. Parallèlement, un nouveau processus politique doit être promu en faveur d'une coopération vraie entre les nations et les peuples d'Europe et leurs partenaires historiques.

Il faut bloquer le système de Bruxelles

- ▶ Obtenir le retrait de la signature de la France de la Constitution européenne signée le 29 octobre 2004 à Rome.
- ▶ Rejeter tout processus d'assemblée constituante qui pourrait déboucher sur une nouvelle constitution.
- ▶ Refuser tout nouveau traité de caractère général et institutionnel, qu'il soit ou non soumis à référendum.
- ▶ Mener une politique sélective de la chaise vide permettant la préservation des intérêts des citoyens en attendant la création de nouveaux dispositifs de coopération.
- ▶ Engager le retrait unilatéral de la France des traités européens.

Parallèlement, un nouveau processus politique doit être promu, articulant dynamique sociale et activité intergouvernementale

▶ D'un côté, aucune construction européenne ne pourra voir le jour en dehors de la volonté et de la mobilisation des peuples. Ces mobilisations n'ont pas encore atteint le niveau requis – et de loin – pour peser significativement sur le cours des choses. Il reste beaucoup à faire pour les forces progressistes en Europe : syndicats, partis politiques, associations diverses.

▶ D'un autre côté, des gouvernements progressistes peuvent arriver au pouvoir dans tel ou tel pays européen, selon des rythmes imprévisibles. Le système de Bruxelles a eu pour effet, jusqu'à présent, de les empêcher de mener des politiques que j'appelle, par raccourci, « anticapitalistes ». La recherche d'un accord sur un nouveau traité constitutionnel, ou même simplement institutionnel, ne peut que reproduire les erreurs du passé. C'est une diversion. C'est typiquement de l'europhobie, c'est-à-dire, pour reprendre l'expression de Charles de Gaulle, sautiller sur sa chaise comme des cabris en criant « l'Europe, l'Europe, l'Europe ! ». La coopération entre les nations et les peuples d'Europe doit porter sur des questions concrètes : l'emploi, la protection sociale, les services publics, l'environnement, les relations commerciales internationales, etc. Sur chacun de ces points, des traités bilatéraux et multilatéraux peuvent être utiles.

Enfin, comment imaginer un instant que des gouvernements de droite, et parfois même très à droite, pourraient mener à l'échelle européenne des politiques différentes de celles qu'ils mènent dans chacun de leurs pays ? Quand tous les pays européens ou presque sont à droite, ils conduisent naturellement une construction européenne de droite ! Mais le système de Bruxelles a ceci d'étrange qu'il permet de mener des politiques de droite même quand les gouvernements sont à gauche !

Il n'y a pas de « neutralité » de la construction européenne, pas plus qu'il ne peut y avoir de traité « neutre » sur le plan des orientations politiques. Cette construction, par essence, est capitaliste dans le sens où elle est totalement, et dans tous les domaines, adossée à l'idéologie néolibérale, qu'elle favorise l'accumulation du capital dans un petit nombre de mains privées, qu'elle ne jure que par la concurrence, qu'elle contribue à l'exploitation des travailleurs en Europe mais aussi dans le reste du monde. Elle n'est pas amendable.

Mes hésitations, donc, ont été levées pour deux raisons :

- ▶ d'une part, le bilan de cette construction européenne est accablant ;
- ▶ d'autre part, la logique même de cette construction européenne, capitaliste dès l'origine, ne pouvait pas donner d'autre résultat et n'en donnera pas d'autre dans l'avenir.

Le bilan accablant de cette construction européenne

En 1951, le traité de Paris créant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) prévoyait dans son article 2 que sa mission était de « contribuer à l'expansion économique, au développement de l'emploi et au relèvement du niveau de vie dans les Etats membres ». L'article 2 du traité de Rome, six ans plus tard en 1957, est encore plus ambitieux : « la Communauté [économique européenne] a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des Etats membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les Etats qu'elle réunit ».

Le bilan est simple à faire et tout le monde peut le faire. Il est accablant.

- ▶ Cette construction européenne s'est voulue dépassement des identités nationales, mais n'a pas produit d'identité de remplacement.
- ▶ Cette construction européenne prétendait œuvrer pour la paix, elle a été hier un instrument de la guerre froide, et elle est aujourd'hui rétive à la collaboration avec la Russie et la Turquie.
- ▶ Elle affirmait travailler pour l'intérêt général européen, elle a agit en réalité au profit des firmes multinationales à base européenne.
- ▶ Dans le domaine de l'agriculture, elle a favorisé la disparition de la petite et moyenne exploitation, l'endettement, la pollution, les excédents, le démantèlement des marchés agricoles des pays pauvres...
- ▶ Elle disait vouloir aménager le territoire : les disparités régionales se sont accrues.

► Quant à l'aide au développement des pays « associés », c'est un échec total.

Pour préparer cette conférence, je suis bien évidemment allé « surfer » sur le site Internet de l'Union européenne qui s'appelle Europa. Et par curiosité je suis allé voir ce qui était dit de l'histoire de la construction européenne. Celle-ci est racontée en 10 étapes :

- **1951** : Naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) entre les six pays fondateurs.
- **1957** : Traités de Rome instituant un marché commun.
- **1973** : Les Communautés passent à neuf membres et développent leurs politiques communes.
- **1979** : Premières élections européennes au suffrage universel direct.
- **1981** : Premier élargissement méditerranéen.
- **1993** : Ouverture du grand marché intérieur.
- **1993** : Le traité de Maastricht institue l'Union européenne.
- **1995** : L'Union compte quinze membres.
- **2002** : Mise en circulation de l'euro.
- **2004** : Dix nouveaux pays membres entrent dans l'Union.

Tout est lisse. Tout est propre. Pas d'aspérités. C'est la langue de coton. C'est une façon particulière de présenter les choses, je vais pour ma part vous en proposer une autre en insistant sur un point qui me semblent caractériser ces 50 années de « construction » européenne : dès l'origine, cette construction européenne était atlantiste, capitaliste et démagogique.

La CECA en 1951 et le traité de Rome en 1957 portaient déjà clairement le fanatisme du marché. Ajoutons que la Grande-Bretagne a toujours été le « cheval de Troie » des Etats-Unis au sein de cette construction européenne ; que la politique de la « chaise vide » est un exemple à suivre ; que les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) ont été abandonnés par l'Union européenne ; que les instruments de la politique macroéconomique ont été détruits.

Tout le monde est d'accord pour fixer la date du début de cette construction européenne au 9 mai 1950 avec la Déclaration Schuman qui annonçait la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Mais cette Déclaration ne sort pas du néant, elle est le point d'aboutissement d'un processus dont on peut retracer quelques unes des étapes. Plus précisément, la Déclaration Schuman et la création de la CECA correspondent à la convergence et au mûrissement de trois préoccupations :

- celles des forces conservatrices, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, qui voulaient assurer le leadership américain sur le monde, contrer l'URSS et les autres pays européens se réclamant du socialisme, et endiguer les forces de gauche au pouvoir dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest ;
- celles des milieux d'affaires en Europe occidentale et aux Etats-Unis qui voulaient relancer le capitalisme dans l'immédiat après-guerre ;
- celles d'une partie de la gauche européenne qui croyait aux Etats-Unis d'Europe sur des bases généreuses mais parfaitement démagogiques.

La chronologie des évènements, entre la guerre et la Déclaration Schuman, est à rappeler :

- **De 1942 à 1946**, la réflexion se développe essentiellement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne (Churchill) sur les suites à donner après la victoire des Alliés. Peu à peu les idées se mettent en place et on peut dater la fin de cette séquence au discours de Churchill de septembre 1946 à Zurich. C'est la préparation idéologique et politique des dispositifs qui se mettront en place ultérieurement.
- **5 mars 1946** : début de la « guerre froide » lorsque Winston Churchill, à Fulton dans le Missouri, parle du « rideau de fer » qui se serait abattu sur le continent européen.
- **5 mai 1947**, Paul Ramadier, président SFIO du Conseil, renvoie les ministres communistes français.
- **5 juin 1947** : annonce du Plan Marshall qui obligera les pays bénéficiaires de l'aide à mettre en place la première forme d'union européenne.
- **17 mars 1948** : signature du traité de Bruxelles instituant l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui est un pacte d'assistance économique et militaire dirigé contre l'URSS, autre forme de construction européenne.
- **16 avril 1948** : création de l'OECE, ancêtre de l'OCDE, qui servira à gérer les fonds du Plan Marshall.
- **7 au 10 mai 1948** : congrès de La Haye qui crée le Conseil de l'Europe dont l'ambition est la construction européenne.
- **4 avril 1949** : signature traité de l'Atlantique Nord entre les Etats-Unis et onze pays de l'Europe occidentale, dirigé contre l'URSS.

I.- Les forces conservatrices, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, veulent assurer le leadership américain sur le monde, contrer l'URSS et les autres pays européens se réclamant du socialisme, et endiguer les forces de gauche au pouvoir dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest

La préparation idéologique et politique

L'idée d'une « communauté atlantique », qui allait prendre plus tard la forme de l'OTAN, est apparue aux Etats-Unis en 1943-1944, promue par Walter Lippman (1889-1974). Secrétaire adjoint à la Guerre lors de la Première Guerre mondiale, qui critiqua ensuite sévèrement le New Deal de Franklin Roosevelt.

Champion du libéralisme le plus ultra, il a écrit de nombreux ouvrages (obtint deux Prix Pulitzer en 1958 et 1962) et se trouve à l'origine de la création du premier Think Tank au monde, le 26 août 1938. Ce jour-là, il réunit ceux qui souhaitaient devenir « l'avant-garde intellectuelle du libéralisme économique militant ». Participent à cette réunion, entre autres, Friedrich von Hayek, qui devait par la suite battre Keynes et le keynésianisme. Tous les participants se trouvent d'accord pour désigner le « collectivisme » comme l'ennemi à abattre. Dans leur esprit, le « collectivisme » ne concerne pas seulement l'URSS. Il vise également l'expérience du New Deal en cours aux Etats-Unis à l'époque, le Front populaire en France et le parti travailliste anglais, tout comme les régimes dictatoriaux allemands, italiens et japonais.

Ils veulent créer un centre international pour la rénovation du libéralisme, dont la mise en œuvre sera interrompue par la guerre. Ils reprendront leurs activités au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour populariser l'idéologie de Friedrich von Hayek, principalement à partir de la création de la Société du Mont-Pèlerin à laquelle participera Milton Friedman. C'est la naissance du néolibéralisme.

En 1943, dans un ouvrage, Walter Lippman écrit : « Notre tâche principale doit consister à soutenir le régime européen contre la Russie après que l'Allemagne... aura cessé d'exister en tant que grande puissance de l'Europe occidentale. Le destin a prédéterminé... la position centrale de l'Amérique dans la civilisation occidentale. C'est de là que découlent fatalement les tâches essentielles de l'Amérique. L'ensemble des nations de l'ancien monde surpasse en puissance les Etats-Unis. Cela oblige à réfléchir sur la nécessité de coalitions avec une série de pays de l'ancien monde, sur la création d'alliances sûres avec ces Etats ».

Source <http://www.m-pep.org/spip.php?article246> A suivre